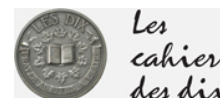


Les Cahiers des Dix



L'Episcopat québécois et la Couronne britannique

Séraphin Marion, M.S.R.C.

Number 32, 1967

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1079675ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1079675ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions La Liberté

ISSN

0575-089X (print)

1920-437X (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Marion, S. (1967). L'Episcopat québécois et la Couronne britannique. *Les Cahiers des Dix*, (32), 37–82. <https://doi.org/10.7202/1079675ar>

Tous droits réservés © Les Éditions La Liberté,

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

L'Episcopat québécois et la Couronne britannique

Par SÉRAPHIN MARION, M.S.R.C.

« The Church could pay back with usury
all that she received of aid and encourage-
ment from the temporal power »

(Parkman)

Le 16 juillet 1958, à Londonderry, dans l'Irlande du Nord, au cours d'une conférence prononcée devant les membres du Conseil mondial des orangistes, M. Leslie H. Saunders, plus fécond en assertions qu'en preuves, a énoncé ce qui, à ses yeux, rayonne comme les Tables de la Loi sur le Sinai: "The Church of Rome is the most formidable combination that ever was formed against the authority and security of civil government, as well as against the liberty, reason and happiness of mankind. »

L'Eglise catholique, ennemie traditionnelle de l'autorité et de la sécurité de l'Etat et aussi de la liberté, de la raison et du bonheur de l'humanité! Des affirmations aussi absolues ont l'inconvénient de retirer du crédit à une méthode. Emmaillotté dans ses préjugés comme une momie dans ses bandelettes, M. Leslie H. Saunders croit pouvoir exécuter, en une seule phrase, une grande réalité dont il ne connaît pas le b-a ba.

Ces énormités furent débitées, il est vrai, avant les réalisations du pape Jean XXIII qui provoqua, dans tous les milieux chrétiens ou non, un immense mouvement de compréhension, de sympathie ou d'amitié à l'endroit de l'Eglise mère.

Nul besoin d'être un grand logicien pour savoir, de science certaine, que M. Leslie H. Saunders, ennemi de l'Eglise en tant que telle, ne s'éprendra en aucune façon d'amour pour l'Eglise catholique du Québec. A la mère comme à la fille il prodigue insul-

tes et outrages; il voue l'oeuvre du Québec catholique comme la Rome catholique à l'exécration universelle.

Sa dernière dénonciation remonte au mois de mars 1964. Lors d'une causerie qu'il prononça devant la *Protestant Women's Federation*, il clabauda contre l'Eglise du Québec responsable, à son sentiment tout au moins, du séparatisme canadien-français.

Pareils propos ne tireraient pas à conséquence, s'ils émanaient d'un quelconque individu n'exerçant aucune influence sur l'opinion canadienne. Mais, en l'occurrence, tel n'est pas le cas. *Grand Master*, c'est-à-dire grand manitou des orangistes de l'Amérique du Nord britannique, M. Leslie H. Saunders dirige une société autrefois très puissante au Canada. Ces orangistes s'intitulent « les troupes de choc du protestantisme ». Formule quelque peu prétentieuse, mais qui s'avère assez juste quand le pays traverse des années noires où sévissent des crises religieuses ou raciales. C'est alors que, au Canada, les orangistes se situent à la pointe de campagnes anticatholiques et antifránçaises.

Mais qui est donc ce chef orangiste répondant au nom de Leslie H. Saunders? Un fantoche? Un esprit farfelu? Plusieurs le tiennent pour tel; en quoi ils ont tort. N'oublions pas que le personnage a déjà été maire de Toronto, métropole du Canada anglais. Ce n'est donc pas le premier venu.

Il faut surtout lui reconnaître le mérite de dire tout haut, en maintes circonstances, ce que bon nombre de protestants pensent tout bas. Comme la plupart des non-catholiques, il redoute l'influence politique de l'« Eglise de Rome » accusée de s'immiscer dans des affaires qui ne relèvent pas de sa compétence. Il peste contre cette immixtion. Ici, il est bel et bien le porte-parole de tous ces protestants qui s'insurgent contre ces directives mi-religieuses, mi-politiques des évêques catholiques quittes à se contredire outrageusement et à réclamer l'intervention de ces mêmes évêques, dans le domaine purement politique, quand certaines situations se détériorent. Un exemple entre mille? Plusieurs protestants, par la voix des journaux anglo-canadiens, réclament l'intervention de l'épiscopat québécois pour conjurer le péril du séparatisme.

En cette conjoncture, ils ne s'inquiètent en aucune façon du péril du cléricalisme; ils s'emploient alors à soumettre à l'Eglise la société civile du Canada français. Comme quoi la logique n'est pas leur qualité maîtresse.

Affirmer que l'épiscopat québécois est un foyer de trahisons contre la Couronne et les institutions britanniques révèle une ignorance crasse de l'histoire canadienne et équivaut à une démission globale de l'esprit critique. C'est un affront à l'intelligence du lecteur averti. C'est une fiction oratoire que les faits ne permettent pas de soutenir. C'est manquer à la plus élémentaire justice à l'endroit d'archevêques et d'évêques qui, au cours de plusieurs crises dans notre histoire, ont sauvé le drapeau britannique dans l'Amérique du Nord.

Loin de tramer constamment de noirs complots, l'épiscopat québécois a toujours observé à l'endroit de la Couronne britannique un loyalisme intégral. L'histoire du Canada, depuis la Conquête jusqu'à nos jours, en fait foi.



C'est en 1775, quelques mois après l'adoption de l'Acte de Québec, au début de la Révolution américaine, que l'Eglise du Québec rendit le plus grand service à l'Angleterre. En demeurant fidèle à son allégeance et en exigeant la même fidélité de ses ouailles, l'évêque de Québec sauva le pays. Grâce surtout à lui, le drapeau étoilé ne se substitua pas, sur notre sol, au drapeau britannique.

Il importe de dissiper ici sans plus tarder une équivoque. Nous n'ignorons pas que le premier mandement, de 1775, de Mgr Briand ne suscita pas un unanime enthousiasme en faveur des vainqueurs de 1759 et que même un second mandement, en 1776, décrétant l'interdiction des sacrements pour tous les Canadiens qui passeraient au service de l'ennemi, n'empêcha pas quelques-uns d'entre eux de se joindre aux armées américaines. Il faut aussi ajouter que, en dépit de ces appels au loyalisme de la population, les « habitants », dans l'immense majorité des cas, se recroquevillèrent dans une neutralité non équivoque. S'ensuit-il que Mgr Briand ait failli à sa tâche? Ceux qui tirent pareille conclusion se trompent du tout au tout. Malgré son échec partiel, Mgr Briand s'est

révélé, en ces heures critiques, le véritable protecteur de la Couronne britannique au Canada.

Chester Martin¹ n'a nullement fardé la vérité lorsqu'il a écrit, sur ce sujet: « The Church, under Bishop Briand's Mandement (...) won back the habitants to their own cause and repaid with compound interest at more than one crisis of Canadian history their obligations to « loyal and stable government. » Mason Wade² a confirmé le fait: « It is noteworthy that Bishop Briand stressed that the French Canadians were bound by their religion as well as by their oath of allegiance to defend their country and king, while discounting the possibility of foreign service. The traditional British loyalty of the French-Canadian hierarchy and the traditional aversion for foreign wars are here first exemplified. »

Eclairons ici notre lanterne avec quelques opportunes considérations et refusons de nous dérober à certaines évidences qui crèvent les yeux.

Lorsque les armées de Montgomery et d'Arnold envahirent le Canada, en 1775, par la voie du Richelieu, le rôle des « habitants » revêtit une importance capitale, voire décisive. En bon stratège qu'il était, Washington le savait mieux que quiconque: sa lettre, en date du 14 septembre 1775, à Arnold, l'atteste sans équivoque. « If they (les habitants) are averse to it (l'invasion américaine) and will not co-operate or at least willingly acquiesce, it must fail of success. In this case you are by no means to prosecute the attempt. »³ Bref, selon Washington, Arnold se trouvait dans l'alternative suivante: ou bien obtenir la collaboration ou tout au moins la neutralité bienveillante des « Canadiens », c'est-à-dire des « habitants, » et poursuivre l'invasion du Canada; ou bien, à défaut de cette neutralité, renoncer à son entreprise.

Même au lendemain de la Conquête, Murray s'était rendu compte de l'importance souveraine des « habitants » pour consoli-

1. *Foundations of Canadian Nationhood*, Toronto, 1955, p. 57.

2. *The French Canadians*, Toronto, 1955, p. 90.

3. La page 515 de l'ouvrage célèbre de Victor Coffin, *The Province of Quebec and the early American Revolution*, Madison, Wis., 1896, et la page 160 du non moins célèbre ouvrage de R. Coupland: *The Quebec Act*, Oxford, 1925, montent en épingle ce passage de la lettre de Washington.

der son emprise sur le pays. Écoutons là-dessus A.L. Burt: ⁴ « The attitude of the inhabitants might ruin him (Murray) and his little army, and therefore they must be won over. »

Ces « habitants » qui, au dire de tous les historiens avertis, devaient faire pencher la balance, en 1775, ne se départirent pas, dans l'immense majorité des cas, d'une stricte neutralité, lors de l'invasion des vallées du Richelieu et du Saint-Laurent par les armées de Montgomery et d'Arnold. Là-dessus Edgar McInnis ⁵ a dressé les intéressantes précisions que voici: « A handful of French Canadians joined the Americans. Another small minority, chiefly in the towns, gave active aid to the government. But the bulk of the population fell back on an attitude of determined neutrality. »

Bien naïfs seront ceux qu'une pareille neutralité étonnera. Le contraire eût été surprenant. Le professeur Coupland, ⁶ nullement naïf en cette occurrence comme en beaucoup d'autres, a fait observer avec pertinence que l'on demandait aux Canadiens d'affronter le feu du canon américain, en s'unissant à ces « habits rouges » qui, seulement quinze ans auparavant, les avaient combattus et conquis.

“There is little to be wondered at in neutrality of the habitants. It might indeed seem more surprising that they did not take sides against their British rulers (...) These British redcoats, so few and feeble now and cut off by the winter ice from succour or escape, were the people who, only some fifteen years ago, had killed their fathers and brothers, their lovers and husbands and sons. Stirred by such memories and by the pride of a hardy fighting stock, the habitants must surely been tempted, especially when the invasion was actually in being, to raise the old battle-cry and reverse the judgment of the Plains of Abraham. Had a few thousand of them joined the besiegers, Quebec must needs have fallen by assaults. Had they risen en masse (...) they would have overwhelmed the meagre British forces by sheer weight of numbers and been strong enough in the hour of victory to dictate their own terms to their American allies. »

4. *The Old Province of Quebec*, Toronto, 1933, p. 16.

5. *Canada*; Holt, New York, 1960, p. 151.

6. *The Quebec Act*, p. 164.

Car loin de maintenir ou de consolider leurs positions de 1760, les conquérants se trouvaient soudainement, quinze ans plus tard, à cause de l'invasion américaine — cette « catastrophe too shocking to think of », au dire de Carleton — à la merci des vaincus. Leur situation s'était détériorée. Carleton l'avouait en toute humilité. Et le professeur Burt⁷ le note avec à-propos: « This foundation was every shaky; he (Carleton) had no difficulty in pointing out. » Le même historien admet également que, à partir de 1775 et jusqu'à la fin de la guerre de 1812, le Canada anglais se trouvait au pied du mur, « with her back to the wall. » Encore plus catégorique, l'historien Carl Wittke⁸ voit en cet automne de 1775, pour l'Angleterre, « one of the darkest hours in her imperial history. »

Comment sortir d'une pareille impasse ? Le seul salut des Anglo-Canadiens, c'était de remuer ciel et terre pour empêcher l'intervention en masse des Canadiens, c'est-à-dire des habitants, contre eux. C'était de les maintenir dans cette bienfaisante neutralité en continuant d'amadouer, comme l'avait fait Carleton, principal inspirateur de l'Acte de Québec de 1774, les chefs des habitants: le clergé et les seigneurs. Que serait-il advenu si ces chefs, au lieu d'observer un loyalisme envers le conquérant de 1760, avaient préconisé, en 1775, la révolte contre les autorités constituées, dans le pays ?

Carl Wittke⁹ a bien vu l'importance de l'enjeu: « Many of Carleton's hopes concerning the efficacy of the Quebec Act were not realized, but the law did serve well in avoiding a situation in which priests and seigniors might not have been actively loyal. »

Sous la conduite de Mgr Briand, les prêtres et les seigneurs accomplirent ce tour de force d'empêcher la levée en masse des habitants contre ceux qui, quinze ans auparavant, selon l'opportune remarque du professeur Coupland plus haut cité, « avaient tué leurs pères, leurs frères, leurs maris et leurs fils. » La perspective d'une revanche assurée ne réussit pas à ébranler la déci-

7. *The Old Province of Québec*, pp. 128, 158 et 159.

8. *A History of Canada*, New York, 1941, p. 47.

9. *Ibid.*, p. 53.

sion des Canadiens ancrés dans leur neutralité. Et pour cause: gardons-nous d'oublier que l'évêque de Québec avait fulminé contre ceux qui se joindraient à l'envahisseur l'interdiction des sacrements. Telle est bien la raison majeure de la neutralité des Canadiens.

Plusieurs historiens anglo-protestants en conviennent. « Far more powerful, écrit Coupland,¹⁰ (...) was the influence of the priest (...) » « The Clergy are our bitter enemies, » reported Arnold to Congress, January 24, 1776. A British officer who took part in the defence of Quebec noted in his journal that the refusal by the priests of the sacrements, especially that of extreme unction, acted as a « most potent spell » in restraining the Canadians from joining the invaders. Sanguinet notes in his Journal that the habitants complain of the priests' refusal of absolution to those who join the Americans. »

Commentant, lui aussi, ce refus des sacrements, Victor Coffin¹¹ y voit un très puissant obstacle (a most powerful deterrent) à l'enrôlement des Canadiens. Edgar McInnis¹² synthétise ainsi la situation: « The influence of the clergy did much to keep them (les Canadiens) from siding with the Americans. »

Nous lisons aussi, dans un ouvrage d'Arthur Dorland: ¹³ « The influence of the Church, too, was a decisive factor in keeping French-speaking Canada British. The Roman Catholic clergy were always on the side of authority and order, and they used their great influence to secure the neutrality, if not the full support of the habitant during the critical days of the American Revolution when the fate of Canada hung by a thread. »

Stanley B. Ryerson¹⁴ rend, lui aussi, témoignage à la vérité quand il écrit, sur le même sujet: » The influence of the Clergy was potent enough to neutralize the popular pro-American current (...) The invaluable services rendered by the Church was not to be forgotten by the imperial authorities (...) the fusion of Church and State in Quebec would be inexorably maintained. »

10. *The Quebec Act*, pp. 168, 169.

11. *The province of Quebec and the early American Revolution*, p. 505.

12. *North America and the Modern World*, Toronto, 1945, p. 33.

13. *Our Canada*, Toronto, 1949, p. 118.

14. *French Canada*, Toronto, 1943, p. 32.

Or cette neutralité stricte ou, si l'on veut, cette absence de « levée en masse » a compromis, comme Washington l'avait prévu, le succès des envahisseurs américains. Là-dessus le professeur Coupland¹⁵ parle d'or: « In the event, the neutrality of the habitants told in favour of the British. Carleton and his men could just save Canada without their help; their help given to the enemy, they must have lost it. »

Et l'historien de souligner, quelques pages plus loin,¹⁶ l'importance de cette neutralité salvatrice: "If the habitants had risen (...) the history of Canada would probably have been merged in the history of the United States. »

L'homme qui, en définitive, a empêché cette annexion du Canada aux Etats-Unis, ce fut Mgr Briand. Soutenir le contraire et abonder dans le sens des orangistes et de plusieurs autres protestants non orangistes, c'est déformer, dans l'histoire du Canada, un fait capital.

Que cette collaboration de l'évêque et de son clergé ait été intéressée, qui songerait à le nier? Et depuis quand faut-il qu'une collaboration cesse d'être intéressée pour être efficace? En adoptant l'Acte de Québec de 1774, l'Angleterre a entendu ses intérêts. Et Mgr Briand n'a pas agi à contre-fil des intérêts de son Eglise en appuyant l'Angleterre contre les Américains. Fructueuse collaboration entre gens intelligents: elle conjura le péril américain, en 1775, et empêcha l'Angleterre d'amener son drapeau, à Québec, à l'issue de la Révolution américaine.

Cette province française du Québec, a « priest ridden Quebec », comme se plaisent à l'appeler les orangistes, leurs supots et leurs amis, ce Québec opprimé, dit-on, par ses prêtres, cette nouvelle France en terre américaine demeura britannique parce que catholique et française et soumise à ses prêtres. George M. Wrong¹⁷ a proclamé cette vérité une fois pour toutes. « It seems a strange paradox that had Canada not then been French, it might not to-day be British (...) Quebec remained British because it was French. »

15. *The Quebec Act*, p. 172.

16. *Ibid.*, p. 186.

17. *Canada and the American Revolution*, Toronto, 1935, p. 260.

Plus précis, Arthur Dorland¹⁸ ajoute: « The influence of the Church too was a decisive factor in keeping French-speaking Canadians British. » La plus récente constatation du même fait est consignée noir sur blanc dans le monumental ouvrage de Mason Wade¹⁹; l'auteur américain estime, lui aussi, qu'en 1775 et au cours des années subséquentes, la partie septentrionale du continent américain « was to remain British by allowing it to remain French and Catholic. »

Jamais, que nous sachions, le Canada anglais protestant n'a stigmatisé — en cette conjoncture tout au moins — l'esprit de soumission des Canadiens français à leurs évêques et à leurs prêtres. Il s'oppose à l'influence indue — ou dénoncée comme telle — du clergé catholique, en des matières profanes ou mixtes, quand cette immixtion heurte ses intérêts particuliers; mais l'ingérence cléricale lui va comme un gant, il l'appelle de tous ses vœux et il en favorise l'éclosion quand elle présente pour lui un intérêt vital. Comme quoi, même pour un Anglo-Protestant, le cléricalisme a quelquefois du bon.



« He (Mackenzie King) had sought « to have the people of Canada understand the province of Quebec. » The other provinces owed something to Quebec for keeping Canada British in 1775 and 1812. »

Qui est l'auteur de ce paragraphe? Nul autre que Mason Wade²⁰ qui a écrit une véritable bible des Canadiens français, un ouvrage de plus de mille pages sur ce qu'il est convenu d'appeler le problème canadien-français. Appellation entachée d'inexactitude, puisque ce sont les Canadiens anglais qui tiennent la clef du problème. Bruce Hutchison²¹ a contresigné ces propos de Mason Wade: « Let it be remembered, he (King) said, that the French Canadians had made Canada possible by saving it from two American invasions. »

18. *Our Canada*, p. 117.

19. *The French Canadians*, p. 63.

20. *The French Canadians*, p. 1036.

21. *The incredible Canadian*, Toronto, 1953, p. 393.

A n'en pas douter, les années 1775 et 1812 marquent les deux dates les plus importantes dans l'histoire du loyalisme canadien-français.

En 1812, ce loyalisme fut de nouveau soumis à une rude épreuve. La France s'était unie aux Etats-Unis pour combattre la Grande-Bretagne. De nouveau les invasions américaines menaçaient le Canada, le Canada anglais comme le Canada français. Comme en 1775, l'épiscopat québécois sauva le pays, en 1812, de l'annexion aux Etats-Unis. Comme Mgr Briand, Mgr Plessis, évêque de Québec, veilla au grain et exhorta ses ouailles à défendre, le cas échéant, le sol natal.

Plus heureux que Mgr Briand, Mgr Plessis obtint l'active collaboration de tous les Canadiens. Mais passons ici la plume au professeur Coupland ²²: « The French-Canadians served willingly and fought bravely in the militia; and if it was on the citizen-soldiers of Upper Canada together with the British regulars and the colonial regiments raised in the Maritime Provinces that the brunt of the fighting fell, their heroism would have been of no avail if the French-Canadians had not held the flank in Lower Canada. The *voltigeurs* of Châteauguay take rank in history beside the British at Queenston Heights and Lundy's Lane. »

On a bien lu la dernière partie de l'avant-dernière phrase de la citation: l'héroïsme des Anglo-Canadiens n'eût servi à rien, sans la victoire des Canadiens français à Châteauguay. Cette fois encore le loyalisme de l'évêque de Québec ne prêta le flanc à aucun soupçon.

Ici comment ne pas consigner quelques sagaces observations de Helen Taft Manning.²³ Son très récent ouvrage en foisonne; mais les deux que voici méritent une mention spéciale, puisqu'elles entrent dans le vif de la question.

« In 1812, écrit-elle, Plessis was to demonstrate that the greater the strength of the Church organization, the easier the task of the Governor when it came to defending the province. »

22. *The Quebec Act*, p. 192.

23. *The Revolt of French Canada, 1800-1835*, Macmillan, Toronto, 1962, pp. 37, 99.

Lorsqu'il s'agissait de défendre la province, la puissance de l'Eglise facilitait la tâche du gouverneur: admirable synthèse qui résume la situation non seulement en 1812 et en 1775, mais aussi au cours des années subséquentes. Nous voilà aux antipodes de la thèse des orangistes et de leurs sympathisants: l'Eglise de Rome, ennemie-née de la Couronne britannique.

Un peu plus loin, l'auteur enfonce le clou: « Prevost (sir George, huitième gouverneur du Canada) did succeed in securing for Plessis a very large increase in his income and at least an informal recognition of his right to the episcopal title. What was even more important, he convinced Lord Bathurst, who became Colonial Secretary in 1812 and remained in that office for fifteen years, that the cultivation of the goodwill of the Catholic clergy had been the most important factor in winning the co-operation of the French Canadians in the war with the United States (1812), a lesson which His Lordship was never to forget. »

Ce paragraphe caustique appelle quelques commentaires. On n'ignore pas que, pendant plusieurs années après la Conquête, les autorités britanniques refusèrent d'attribuer le titre d'évêque de Québec à Mgr Briand; seul celui de surintendant de l'Eglise romaine lui fut octroyé, ce qui laissait le champ libre au seul évêque de Québec: l'évêque anglican. Conséquence logique de l'établissement de l'Eglise anglicane au Canada comme en Angleterre.

Après 1812, non seulement les autorités métropolitaines ne redoutent en aucune façon l'emprise de l'évêque de Québec sur son peuple, mais elles la consolident! Elles accroissent les émoluments de Mgr Plessis et elles déclarent, par la voix autorisée de leur gouverneur, qu'elles ont obtenu l'active collaboration des Canadiens, au cours de la guerre de 1812, grâce surtout à la bonne volonté du clergé catholique du Bas-Canada.

Aveu officiel infiniment précieux, qui pulvérise l'accusation massive de déloyauté portée sans vergogne contre l'Eglise québécoise par ceux qui sollicitent les faits ou les commentent avec parti pris. Ce n'était ni la première, ni la dernière fois que Londres, loin de s'en offusquer, se féliciterait de la docilité des Canadiens à l'endroit de leurs évêques et de leurs prêtres.

Alors commença entre Mgr Plessis et les autorités métropolitaines une manière de lune de miel qui revêt souvent plusieurs aspects cocasses. On s'aimait — ou plutôt on semblait s'aimer — que c'en était une bénédiction! Helen Taft Manning²⁴ raconte par le menu les épisodes, mi-sérieux, mi-drolatiques, des conversations et d'une correspondance au cours desquelles lord Bathurst prodigua à son ami amabilités et assiduités. Que de dialogues brillants entre les deux redoutables adversaires! Tous deux jouaient serré. Et c'est l'évêque de Québec qui sortit vainqueur de ces pacifiques tournois.

Désormais persuadé que l'influence du clergé catholique importait souverainement aux destinées du Canada tout court et de l'empire, lord Bathurst exhorte sir John Sherbrooke, successeur de sir George Prévost, à cultiver le clergé catholique « to whom, écrit Helen Taft Manning²⁵, His Lordship gave credit for the patriotic conduct of the French Canadians during the last war. »

Bientôt le neuvième gouverneur du Canada obtempéra intelligemment au désir de son chef hiérarchique. Deux recommandations arrivèrent au moment psychologique: ne plus refuser à Mgr Plessis son titre d'évêque catholique romain de Québec; récompenser le loyalisme du chef de l'Eglise québécoise en le nommant membre du Conseil législatif de la province.

Pareil honneur ne suscita pas trop d'opposition à Londres puisque, au dire du même auteur, « Lord Bathurst was as deeply impressed as was the new Governor with the services rendered by the Roman Catholic Clergy during the recent war. » Mais les légistes de la Couronne, au Canada, en bons casuistes qu'ils étaient, fendirent certains cheveux constitutionnels en quatre tant et si bien que Mgr Plessis entra dans le Conseil législatif seulement en 1818.

Puis Ryland lança contre l'évêque de Québec une bombe. Une bombe authentique; du moins l'ennemi de Mgr Plessis le croyait dur comme fer. Toutefois la bombe lui péta dans la main.

24. *Ibid.*, à partir de la page 93.

25. *Ibid.*, p. 109.

Le haut fonctionnaire fit assavoir à toute la population que, dans son récent mandement, Mgr Plessis s'était octroyé le titre d'évêque de Québec, *par la grâce du Siège apostolique! Horresco referens!* s'écria sans doute Ryland en racontant l'incident!

Ce mandement renfermait, au sentiment de Ryland, une autre insolence. L'évêque n'osait-il pas demander à ses ouailles de prier pour le pape, alors prisonnier de Napoléon. Le pape, potentat étranger, selon la terminologie protestante alors couramment employée.

Avec un air narquois, Helen Taft Manning²⁶ dirime ainsi la difficulté: « Unfortunately for the success of the explosion, the ministers apparently felt that any prayers offered to the Almighty against the Emperor of the French were meritorious, and no attention at all seems to have been taken of Plessis' « illegal » pretensions. »

Entretiens Sherbrooke tenait Bathurst au courant du concours efficace que Mgr Plessis, en sa qualité de membre du Conseil législatif, offrait au gouvernement. Ici encore relevons une fine remarque du même auteur:²⁷ « Sherbrooke's account (...) confirmed Bathurst in the belief that the Catholic Church, if handled with the proper diplomatic finesse, would prove to be a most important instrument of British policy. »

L'Eglise catholique, très important instrument de la politique britannique: nous voilà loin, bien loin, de l'autre thèse, diamétralement opposée, en vertu de laquelle cette même Eglise trahirait toujours les intérêts de la Couronne britannique et du genre humain.

Devenu trop vaste, le diocèse de Québec fut bientôt subdivisé. Il s'ensuivit la nomination d'évêques suffragants: Mgr Burke, dans la Nouvelle-Ecosse; Mgr Macdonell, à Kingston, en Ontario. Cette double nomination entraînait l'érection de Québec en archevêché. C'est alors qu'une véritable bombe éclata à Londres. Londres qui avait tant hésité avant de reconnaître à Mgr Plessis son titre d'é-

26. *Ibid.*, p. 230.

27. *Ibid.*, p. 237.

vêque et qui aujourd'hui se croyait placé en présence d'un fait accompli beaucoup plus grave.

Et le Foreign Office et le bureau des colonies de protester avec véhémence dans la Rome vaticane. Cette fois lord Bathurst voit rouge. Il écrit à lord Castlereagh: « I hope you will let him (le cardinal Gonzalvi) know that our acknowledgment of such a title in Canada would have a very bad effect. The fact is it is only within a few years that the Roman Catholic Bishop was formally acknowledged to be a Bishop, when I put him in the Council, which was never done before: and I trust that this will show how desirous we are of showing every attention to the head of the Roman Catholic Church there. »²⁸

Témoigner de grands égards au chef de l'Eglise catholique du Québec? Oui, assurément. Mais le vieux renard eût pu ajouter: et aussi conserver dans sa manche ce puissant instrument de la politique britannique.

En 1818, Mgr Plessis se rendit en Angleterre. Le gouvernement britannique lui ménagea un aimable accueil. « He received, remarque Helen Taft Manning,²⁹ the personal thanks of the Prince Regent for his loyal and effective support of the British government during the war years. »

Le séjour de Mgr Plessis, en fin de semaine, à Cirencester, dans la résidence même de lord Bathurst, marqua le point culminant de ses relations avec l'illustre secrétaire des colonies. Cajoleries, prévenances, condescendances, toutes ces manoeuvres, dictées par l'intérêt britannique, ne produisirent aucun résultat. Mgr Plessis les perça à jour sans céder un iota de ses pouvoirs ecclésiastiques, « without having shed an iota of authority over the Canadian Church, » comme le note judicieusement Helen Taft Manning.³⁰

L'auteur semble prendre un malin plaisir à exposer par un récit circonstancié cette célèbre rencontre concertée: grand dîner donné à Cirencester, en l'honneur de Mgr Plessis; projet de l'évêque de Québec, confié à son interlocuteur, de nommer deux autres

28. *Ibid.*, p. 238.

29. *Ibid.*, p. 238.

30. *Ibid.*, p. 94.

évêques suffragants dont l'un (le futur Mgr Lartigue) demeurerait à Montréal; nécessité où Sa Grandeur se trouve d'obtenir là-dessus une décision avant son voyage à Rome; utile diversion qu'obtient lord Bathurst en invitant son illustre hôte à faire le tour de la propriété de Cirencester, pendant une heure et demie, dans une voiture tirée par deux chevaux; surprise de Mgr Plessis qui constate, le lundi matin, au bureau des colonies, qu'une enveloppe à son adresse ne renferme pas la dépêche promise; excuse alléguée mais qui ne tient pas debout: lord Bathurst est affligé d'une myopie avancée!; peu de temps avant son départ de l'Angleterre, joie, grande joie, de Mgr Plessis qui reçoit du prince régent un assentiment au projet, sans mention aucune du titre de l'évêque de Québec.

Et la narratrice³¹ de conclure: «Plessis was content and reflected (...) how much the Canadian Church owed to the protection of «Divine Providence.»

Il est bien évident que, en dernière analyse, c'était à la Divine Providence que Mgr Plessis était redevable d'un tel bienfait. La Divine Providence, cause ultime de cette faveur, soit! Mais, dans l'ordre chronologique, la cause immédiate n'était rien d'autre que la volonté ferme de Bathurst de conserver l'amitié et l'appui — si utile — du puissant évêque promu, contre vents et marées, archevêque de Québec.

Helen Taft Manning s'en doute bien un tantinet quand elle ajoute avec une parfaite désinvolture: «His (Bathurst) favours to Plessis were obviously based on his concept of the proper political strategy in handling the Canadians.»

Stratégie politique; deux mots révélateurs. Ils sont l'alpha et l'oméga des relations entre Londres et l'épiscopat québécois depuis 1760 jusqu'à nos jours.

L'euphorie, fruit de ces excellentes relations, faillit se dissiper quand, en 1822, Bathurst menaça de refuser son assentiment au bill de l'éducation, si cher à l'archevêque, au cas où les mesures financières, que proposait lord Dalhousie, seraient rejetées. Simultanément il fit à Dalhousie la machiavélique suggestion que voici:

31. *Ibid.*, p. 241.

pourquoi le gouverneur n'aurait-il pas avec Mgr Plessis une petite conversation au cours de laquelle il lui soulignerait l'importance de placer les finances de la province sur un pied stable. L'adoption de la liste civile produirait ce résultat. En outre, il serait opportun que Dalhousie laissât entendre à Mgr Plessis que l'octroi d'une indemnité annuelle de mille livres sterling à l'archevêque de Québec cesserait très certainement au cas où des économies s'imposeraient.

Marchandage ? Pot-de-vin ? Helen Taft Manning³² emploie les deux mots quand, scandalisée, elle écrit: « This was the kind of bargain, invoking the aid of the Roman Catholic clergy to gain political support, and offering favours of a different kind as a bribe. »

C'est le moment de proclamer que Mgr Plessis n'avait rien de vénal ou de servile. Ce n'est pas lui qui regardait d'où souffle le vent pour mieux tendre sa voile. Les courbettes et les flatteries courtisanes n'étaient pas son fait. Il luttait pour des principes et non pour la curée. Ce n'est pas lui qui se fût vendu au plus offrant et dernier enchérisseur.

Dès 1805, il montra de quel métal il était. Jonathan Sewell faisait miroiter aux yeux de l'évêque de Québec un avenir brillant en retour de quelques petits services qui eussent asservi l'Eglise canadienne: des fonds considérables permettraient à Sa Grandeur de vivre avec magnificence. Mais laissons ici parler Helen Taft Manning: ³³ « The Bishop should have enough to live in splendor suitable to his rank » said Sewell. To which Plessis replied: « I do not wish to see the Bishop in splendor. »

En faisant de l'Eglise de Rome, en général, et de l'épiscopat québécois, en particulier, le bouc émissaire de tous les actes anti-impérialistes du Canada français, les orangistes et leurs amis commettent une erreur méprisable qui fausse toute l'optique de l'histoire du Canada sous le régime anglais. Ils accommodent l'histoire à leurs rêves et à leurs petites recettes.

★ ★ ★

32. *Ibid.*, p. 242.

33. *Ibid.*, p. 37.

Les périodes de 1775 et de 1812: deux sommets dans l'histoire du loyalisme canadien-français. Entre ces dates, un intervalle de trente-sept ans utile, lui aussi, à la cause britannique au Canada, par les interventions ou les abstentions des Canadiens soumis à leurs pasteurs. Pendant ces trente-sept ans, à plusieurs reprises, au sein de situations délicates et douloureuses, l'épiscopat québécois s'est révélé le meilleur soutien de la Couronne en Amérique du Nord.

En 1775, il était loisible aux Canadiens de professer, en théorie tout au moins, un certain détachement à l'égard des armées en présence — armées anglaises et armées américaines — sur le sol québécois. Le professeur Coupland ³⁴ l'a bien compris, puisqu'il a écrit: « After all », the habitants told themselves, « it is a domestic quarrel between Englishmen: it is not our business to interfere on either side. »

Mais en 1778, la situation changea du tout au tout pour ces Canadiens. Après avoir signé avec les Etats-Unis, toujours en guerre contre l'Angleterre, un traité d'alliance défensive, la France envoya à New-York une escadre commandée par l'amiral d'Estaing.

Loin de se consolider, les positions des Britanniques, au Canada, devenaient précaires. Carleton ³⁵ avait prévu l'éventualité dès 1767 comme l'atteste un paragraphe de l'une de ses lettres: « Should a French war surprise the province in its present situation, the Canadian officers sent from France with troops might assemble such a body of people as would render the King's dominion over the province very precarious. »

N'oublions pas que, malgré ses défaites, la France demeurait, en 1778, une puissante nation toujours capable d'inspirer à sa traditionnelle rivale sinon de l'effroi, au moins de la crainte. Crainte qui n'avait rien de chimérique, comme l'a constaté le professeur Burt ³⁶; « What the Americans had not been able to do by themselves they might be able to accomplish with the help of their ally. France had more soldiers than Britain, a fleet that qualified her command of the sea ». . .

34. *The Quebec Act*, p. 172.

35. *Ibid.*, p. 159.

36. *A short History of Canada for Americans*, Minneapolis, Minn. 1944, p. 82.

Mais surtout — et le professeur Burt le note avec sa coutumière sagacité — la France avait un formidable atout à sa disposition. Atout inexistant pour les Canadiens, en 1775. Elle exercerait un puissant ascendant sur ces Français du Canada, hier encore — car qu'est-ce que quinze ans dans la vie d'un peuple? — sujets du roi de France.

Et le professeur Burt d'ajouter opportunément: "Already the foundations of British rule in the North were shaken by the news that France had declared war on Britain. The tidings flew from village to village, awakening old memories and stirring new hopes in Canadian hearts. »

Pourquoi cette effervescence dans les esprits et dans les coeurs? Ces Canadiens prêtaient l'oreille à une voix puissante et séductrice: la voix du sang. « They leaped at the call of the blood » remarque le même historien. Cette voix devint tonitruante lorsque, dans sa « déclaration adressée au Nom du Roi à tous les anciens Français de l'Amérique Septentrionale », l'amiral d'Estaing disait aux Canadiens: « Vous êtes nés français, vous n'avez pu cesser de l'être! »

Call of the blood, voix du sang: voix aveugle, donc dangereuse, surtout lorsque, comme c'est trop souvent le cas, elle se soustrait au contrôle de la logique et de la saine raison; elle surexcite alors la sensibilité, enflamme l'imagination, avive les blessures et les ressentiments, stimule l'orgueil et, en somme, engendre ce qui devient bel et bien le racisme.

N'allons toutefois pas croire, comme le font certains racistes anglo-saxons, que la voix du sang français, allemand, italien ou autre est nécessairement mauvaise, tandis que la voix du sang anglais est toujours bonne, voire excellente. Très souvent au cours de leur histoire, les Anglais ont écouté la voix de leur sang et s'en sont félicités. Loin d'imposer silence à cette voix, en 1899, lors de la guerre sud-africaine qui souleva contre la Grande-Bretagne l'indignation et l'hostilité du monde civilisé, les Anglais en repercutèrent les échos afin de fouetter leur patriotisme et de hâter la défaite des infortunés Boers.

Si l'on refuse d'accabler de ses foudres la voix du sang anglais qui déclencha et mena à bonne fin la guerre sud-africaine, con-

vient-il de fulminer des anathèmes contre les Canadiens de 1778 coupables — si tant est que culpabilité il y ait eu — de désirer, seulement dix-huit ans après la Conquête, une décisive revanche ?

En une aussi grave et nouvelle conjoncture, quel serait le comportement du clergé québécois ? Cette fois, il devait assumer une tâche infiniment plus difficile qu'en 1775. George M. Wrong s'en est rendu compte : ³⁷ « We may well imagine that the Canadian clergy, who in 1775 and 1776 had refused the sacraments to those who joined the heretic American invader, should have seen in a different light the appeal from Catholic France. »

Le dénouement de cette crise se fit attendre. En 1780, toujours menaçante et résolue à aider les Etats-Unis à conquérir leur indépendance, la France envoya en Amérique du Nord une division commandée par Rochambeau. Avec lui la voix du sang français ne perdit rien de sa puissance d'incantation.

Les années qui précédèrent immédiatement la Révolution française mirent une sourdine, au Canada, à toutes ces espérances des Canadiens. En 1793, la mort de Louis XVI sema la consternation et l'horreur sur les bords du Saint-Laurent. Peu de temps après ce régicide, la France révolutionnaire déclara la guerre à la Grande-Bretagne.

Elle envoya aux Etats-Unis un plénipotentiaire. Edmond-Charles Genêt, car c'est de lui qu'il s'agit, était chargé d'une difficile mission : fomenter des troubles entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis et ramener dans leur ancienne allégeance ces Canadiens devenus sujets britanniques. A l'intention de ces Français d'Amérique, il publia une brochure intitulée : *Les Français libres à leurs frères du Canada*. Ces paragraphes enflammés préconisaient l'insurrection des Canadiens.

Cette voix du sang français ne clama pas alors dans le désert. Profondément remué, le peuple canadien-français retrouvait sa foi dans son destin. Si meurtries que fussent certaines âmes au souvenir des malheurs de la Conquête, elles s'auréolaient quand même, surtout en 1793, d'espérances françaises.

37. *Canada and the American Revolution*, p. 345.

Propos séditieux qui trouvaient audience auprès des Canadiens; projets d'une offensive française bientôt déclenchée, avec le concours des Etats-Unis, contre le Canada anglais: toutes ces rumeurs tantôt confirmées, tantôt controuvées, circulaient sous le manteau de la cheminée et excitaient l'agitation des esprits. Cette agitation semble bien avoir connu son point culminant lorsque Dorchester, au cours du mois de mai de 1794, appela les miliciens sous les drapeaux afin de conjurer la menace d'une invasion américaine par la voie du Vermont.

Alors que le Canada français était en ébullition, quelle ligne de conduite l'épiscopat québécois tracerait-il aux fidèles? Prêcherait-il le loyalisme ou la révolte, c'est-à-dire la revanche et l'accomplissement d'un nouveau destin? Cause sacrée, dramatique où était engagé l'avenir de la petite patrie canadienne-française. Et c'est l'intervention de l'épiscopat québécois qui encore une fois ferait pencher la balance.

De toute façon l'évêque de Québec devait jouer gros jeu: fermer l'oreille à la voix du sang de ses ouailles, c'était en quelque sorte ramer à contre-courant et agir, au sentiment des extrémistes tout au moins, à contre-fil des intérêts immédiats du Canada français.

L'Histoire atteste que, lors de cette crise comme en 1775, l'Eglise du Québec resta fidèle à sa nouvelle allégeance. C'est elle, en somme, qui encore une fois sauva le drapeau britannique dans la partie septentrionale de l'Amérique du Nord. Tous les orangistes et leurs suppôts, calomniateurs de l'Eglise romaine en tant que telle et, par voie de conséquence, de l'Eglise québécoise, devraient lire, relire, méditer et apprendre par coeur une maîtresse page du récent ouvrage de Mason Wade³⁸ qui s'appesantit sur l'important sujet.

En premier lieu, l'auteur américain rappelle l'avertissement que, dans sa lettre circulaire de novembre 1793, Mgr Hubert donna à son clergé. L'évêque de Québec ne craignit pas de rétablir la vérité — vérité alors impopulaire, sinon chez les seigneurs et les bourgeois, au moins chez les habitants — et de faire observer que la nouvelle allégeance du Canada français à l'Angleterre ne pou-

38. *The French Canadians*, p. 99.

vait être tenue pour un vulgaire chiffon de papier: « The bonds, écrit Mason Wade en traduisant le texte même de la circulaire de l'évêque, which attached them to France had been entirely broken and that all the loyalty and obedience which they formerly owed to the King of France they now owed to His Britannic Majesty. »

Et l'évêque estima qu'il fallait aller plus loin. Mason Wade signale que, l'année suivante, Mgr Hubert signa le premier un manifeste loyaliste condamnant « with the greatest horror the seditious attempts lately made by wicked and evil-intentioned persons in circulating false and inflammatory writings (...) against the laws and powers of the government. »

En 1796, nouvelle circulaire de Mgr Hubert à son clergé. Il le met en garde contre « the mute and pernicious proceedings (...) to trouble entirely the peace (...) avoidance of any spirit which might inspire them with the ideas of rebellion and independence. »

En 1798, lors de la victoire de Nelson à Aboukir, Mgr Denault « ordered a public thanksgiving » pour célébrer la destruction, par l'amiral anglais, de la flotte française commandée par Brueys.

Puis vint le temps où le pasteur et ses ouailles passèrent des paroles aux actes. La même page substantielle de Mason Wade consigne ces actes: « In 1799 the Assembly offered to vote £20,000 to help England meet the expenses of the war with France; in 1800 and 1801, a long list of French Canadians, headed by the clergy, subscribed to the patriotic fund raised to support British arms against France. »

Bref, c'est surtout l'épiscopat québécois qui, au cours de ces tragiques années, réduisit au silence la voix du sang français. De 1793 à 1800, comme en 1775 et jusqu'à nos jours, il s'est maintenu dans le droit fil de ses traditions; s'il y avait dérogé, le Canada français et le Canada tout court eussent changé de face.



L'insurrection de 1837 projette un autre faisceau de lumière sur le rôle loyaliste des évêques du Canada français. Vingt-cinq ans seulement après la guerre de 1812, ces évêques prirent le parti

de la Couronne britannique contre quelques-uns de leurs fidèles les plus doués sinon les plus dociles. Pour la première fois, les « rouges, » c'est-à-dire les libéraux avancés, les intellectuels progressistes, voire les anticléricaux et les agnostiques tinrent les devants de la scène, sur les tréteaux du monde politique du Canada français.

Ces nouveaux venus s'étaient placés sous la houlette d'un chef incontestable et incontesté: Louis-Joseph Papineau. Personnage intelligent, cultivé, dynamique, orateur au verbe prenant, il entrera vivant dans la légende. Et le poète, en deux vers, campera magnifiquement la silhouette épique du chef des « patriotes » :

*Il fut toute une époque. Et longtemps notre race
N'eut que sa voix pour glaive et son bras pour cuirasse.*

Chef des « patriotes »; car c'est ainsi que s'appelaient ceux qui, à la suite de vexations sans nombre, avaient levé l'étendard de la révolte. Incarnant l'idée de patrie ou voulant passer pour tels, ils stigmatisaient le colonialisme; ils voulaient briser les chaînes d'un esclavage politique et faisaient des vœux pour le bonheur et la prospérité d'un Québec libre. C'étaient donc des séparatistes, des indépendantistes avant la lettre.

C'eût été miracle si ces gens, contre lesquels sévissaient, à l'état endémique, les incompréhensions, l'arrogance, les abus de pouvoir de Londres et du Canada anglais, n'eussent pas été anti-britanniques. Le fait n'a pas échappé à l'attention de l'historien Lower : ³⁹ « *Les rouges as followers of Papineau were nationalistic and more or less anti-British.* »

Mais telle n'était pas leur unique caractéristique: à l'anti-britannisme ils joignaient l'anticléricisme. Plus ou moins en sourdine, lors des troubles de 1837, cet anticléricisme éleva la voix au cours des années subséquentes et notamment vers le milieu du siècle.

Après un séjour à Paris, Papineau rentra au pays. Frotté de phraséologie ultra-libérale et de sophismes démocratiques, il s'en-

39. *Canadians in the making*, Toronto, 1958, p. 275.

toura d'un état-major où figuraient les Dorion, les Dessaulles, les Laflamme et nombre d'autres « patriotes, » tous ou presque tous polémistes redoutables et redoutés. Jamais, dans l'histoire du Canada français, l'anticléricalisme ne leva plus carrément la tête qu'à cette époque.

Ici qu'on nous permette de nous appesantir sur une parenthèse ouverte par le professeur Lower.

Après avoir noté que presque tous les membres de cette cohorte rouge, de même que la plupart des animateurs de l'Institut Canadien de Montréal, passaient pour des esprits forts, l'historien ⁴⁰ écrit:

« Destroyed though they all were by Bishop Bourget, the surprising phenomenon surely is that such a party, anti-clerical, apparently anti-Catholic and anti-Christian should have had any support in Lower- Canada at all, let alone getting some of its members chosen for parliament. English Canadians holding similar views would have had no chance of election in the Upper Canada of the time. »

On a bien lu: dans le Haut-Canada de l'époque, jamais de pareils radicaux n'auraient pu obtenir la faveur du peuple. Aveu révélateur: il pulvérise la légende d'un Québec étroit, intransigeant, extrémiste, d'un « priest ridden Quebec » qui baillonnerait la liberté, exigerait une obéissance sans réaction consciente ou non, *perinde ac cadaver*, et provoquerait chez l'immense majorité des fidèles une hypocrisie collective.

C'est aux militants d'une pareille idéologie que se heurta, en 1837, l'épiscopat québécois. Encore une fois, il jouait gros jeu. Il eût pu suivre la ligne de moindre résistance et attiser le feu de la révolte.

Alors que serait-il advenu? On le devine. Et le professeur Burt ⁴¹ parle là-dessus sans ambages: « The rebellion of 1837 in Lower Canada was not a rising of the French people. If it had been, the situation would have been terrible, for the French still

40. *Ibid.*, p. 275.

41. *A short History of Canada for Americans*, p. 153.

numbered more than half of the population of Upper and Lower Canada combined. »

Afin de redresser cette « terrible situation », un seul moyen s'offrait à l'épiscopat: l'intervention.

La neutralité absolue eût favorisé, ne l'oublions pas, le mouvement révolutionnaire. Papineau lui-même ne demandait rien d'autre aux prêtres que de rester dans leurs églises ou leurs sacristies et de ne pas se mêler de politique: sa lettre du 7 février 1838, adressée à sa famille et citée par Jean Bruchési ⁴² en fait foi: « Les chances de salut sont peu nombreuses. Elles eussent été certaines si les prêtres se fussent borner à prier. C'est leur état; ils ne font que du bien quand ils y restent, ils ne font que du mal quand ils en sortent. »

Ici Papineau taxe le clergé d'ingérence politique. Même lorsqu'elle est dénuée de tout fondement, l'accusation est souvent formulée par un radicalisme hargneux et débouté de ses prétentions.

Seule l'intervention de l'épiscopat pouvait redresser la situation. Courageusement les évêques de Québec et de Montréal se lancèrent dans la mêlée et s'exposèrent ainsi aux invectives des « rouges » qui firent feu de toutes parts pour défendre leur idéologie.

Mason Wade ⁴³ a pris acte, en cette conjoncture, des déclarations épiscopales:

« On July 25 (1837) at a dinner celebrating the consecration of Bishop Bourget as his coadjutor, Bishop Lartigue of Montreal informally advised his clergy that « it is never permissible to revolt against legitimate authority (...) that absolution should not be given in the tribunal of penitence to anyone who teaches that it is permissible to revolt against the government under which we have the happiness to live. » A son clergé, Mgr Signay, évêque de Québec, recommanda surtout, en ces temps difficiles, la prudence.

42. *Témoignages d'hier*, Montréal, 1961, p. 106.

43. *The French Canadians*, p. 164. Le texte français de cette traduction se trouve dans *Notre Maître le Passé*, de l'abbé Groulx, deuxième série, Granger Frères, Montréal, 1936, p. 92.

Puis vint une lettre pastorale de Mgr Lartigue; elle souleva l'ire des « patriotes » et de leurs journaux qui dénoncèrent l'ingérence politique, à leur sentiment tout au moins, de l'évêque de Montréal. Mgr Lartigue ne s'était pourtant assigné d'autre but que d'éviter la guerre civile.

Le 11 décembre 1837, intervention de Mgr Signay. Passons encore une fois, sur le passionnant sujet, la parole à Mason Wade:⁴⁴ « Bishop Signay (...) condemned recourse to revolt as (...) criminal in the eyes of God and of our holy religion. » De nouveau, la presse des « patriotes » accusera le haut clergé de s'immiscer dans des questions politiques.

L'abbé Baillargeon, curé de la cathédrale de Québec, invitait, du haut de la chaire, ses paroissiens à pratiquer une politique de soumission à l'ordre établi. A quoi *The Liberal*, *Le Libéral*,⁴⁵ nouveau journal bilingue des « patriotes, » répondit en fustigeant cette descente « dans l'arène des disputes politiques. »

Voici enfin là-dessus la dernière observation de Mason Wade: « Bishop Lartigue (...) formally ordered the clergy of the diocese of Montreal, on January 8th 1838, to refuse the sacraments and Christian burial to unrepentant rebels. »

Donc les interventions épiscopales se manifestèrent avec éclat et entraînèrent l'échec de l'insurrection. Presque tous les historiens anglo-protestants qui ont étudié la question en conviennent.

C'est Carl Wittke⁴⁶ qui écrit: « A determining factor in the situation was the Church (...) In pastoral letters read in the churches, some of the bishops issued warnings against the deadly sin of rebellion, even threatening the penalties for those who should participate in this forbidden movement. »

J.M.S. Careless⁴⁷ se montre là-dessus non moins catégorique: « Lack of leadership, weak support, the presence of regular troops

44. *Ibid.*, p. 169.

45. Thomas Chapais, *Cours d'histoire du Canada*, Garneau, Québec, 1923, Tome IV, p. 173. La traduction de cet important paragraphe se trouve dans *French Canadians* de Mason Wade, p. 169.

46. *A History of Canada*, p. 107.

47. *Canada*, Cambridge, 1953, p. 181.

and, above all, the opposition of the Church, had made the rebellion hopeless. »

Arthur Dorland ⁴⁸ ne se dérobe nullement, lui non plus, à l'évidence: « The moderate elements in Lower Canada held aloof and what was most important of all, the Roman Catholic Church officially banned it. »

Stanley B. Ryerson ⁴⁹ s'engage dans la même voie: « The Church played a powerful part in helping to bring about the defeat of the Rebellion. »

W. P. M. Kennedy ⁵⁰ brode sur le même thème: « In November the first shots were fired in a tragedy of civil war, and the first lives were sacrificed in Canada for a political ideal. The Church saved the situation. » Plus loin, avec une autre formule, il se répète: « Why did French Canada not rise as a man in 1837? There are several answers (...) The Church, however, was the deciding factor. »

Ces témoignages réduisent à néant les allégations fausses des sectaires orangistes et autres qui, avec un grand fracas de formules arrogantes et d'affirmations arbitraires, en imposent quelquefois aux badauds. En cette crise, comme au cours de toutes les autres qui l'ont précédée ou suivie, l'épiscopat québécois, loin d'en être l'ennemi-né, s'est avéré le meilleur protecteur de la Couronne britannique.

Il y a plus: en 1837, le clergé catholique du Haut-Canada a prêté la main à celui du Bas-Canada pour combattre l'insurrection; catholiques écossais et catholiques irlandais se sont unis, sur le plan politique, pour contrecarrer, dans ce qui est maintenant la province de l'Ontario, les menées de MacKenzie, ami de Papineau.

On cueille cet aveu significatif dans un ouvrage qui fait autorité: le *Rapport* de lord Durham. Le célèbre rapporteur a établi, une fois pour toutes, entre autres vérités, celle-ci: « The Catholics constitute at least a fifth of the whole population of Upper Canada.

48. *Our Canada*, p. 209.

49. *French Canada*, p. 47.

50. *The Constitution of Canada*, Oxford University Press, 1938, pp. 114 et 160

Their loyalty was most generally and unequivocally exhibited at the late outbreak (...) The Irish Catholics complain very loudly and justly of the existence of Orangeism in this colony. They are justly indignant that, in a Province which their loyalty and bravery have materially contributed to save, their feelings are outraged by the symbols and processions of this association ⁵¹. »

En 1812, ce fut l'abbé Alexander Macdonell, ultérieurement Mgr Macdonell, premier évêque catholique de Kingston, en Ontario, qui paya non seulement de belles paroles, mais aussi de sa personne pour résister aux envahisseurs américains. C'était un Écossais pendant longtemps en réputation dans le Haut-Canada.

Comme le premier évêque de Kingston, Mgr Michael Power, premier évêque de Toronto, afficha un loyalisme qui le rendit cher, lui aussi, aux Anglo-Protestants de la province.

Avant la division ecclésiastique de l'Ontario en deux diocèses — Kingston et Toronto — l'abbé Power écrivit à lord Stanley une lettre où il signalait les avantages qui résulteraient, pour les autorités constituées, de la création du nouveau diocèse: « They (les évêques) would warn their flocks as heretofore, but with much greater authority against the principles of disaffected men and inculcate with less apprehension and in more forcible terms submission to the laws, loyalty to Her Majesty and above all unbounded attachment to the Mother Country ⁵². »

En 1812 et en 1837 les catholiques écossais et irlandais avaient donné des gages de leur loyalisme. Loin de leur en savoir gré, les orangistes et leurs sectateurs déclenchaient contre eux d'odieuses provocations. Heureusement que lord Durham a percé à jour ces manoeuvres, dictées par le fanatisme, et reconnu le bien-fondé des protestations des Catholiques ontariens.

Nos Seigneurs Briand, Plessis, Macdonell, Power, pasteurs vigilants, ont prêché à leurs ouailles la soumission aux autorités constituées. Cette soumission, si importante dans des causes où

51. *Lord Durham's Report* edited by Gerald M. Craig; McClelland and Stewart Limited, Toronto, 1963, p. 98.

52. *Historical Sketch of the Separate Schools of Ontario and the Catholic School Minority Report*, Toronto, 1950, p. 10.

étaient engagées les destinées du Canada, ces quatre évêques l'ont obtenue haut la main. Ainsi ils sont demeurés fidèles à leur allégeance et conservé le pays à la Couronne britannique. Soumission précieuse, si jamais il en fut, pour les Anglo-Canadiens.

Dans l'Ouest comme dans l'Est du Canada, le clergé catholique soutint un rôle de premier plan dans la pacification des esprits et des coeurs, au moment où surgissaient des conflits de race. Dans le Québec comme dans la prairie de l'Ouest, cette pacification équivalait au maintien des institutions britanniques au pays.

Dès 1846, les autorités impériales sollicitèrent et obtinrent cet inestimable concours de l'Eglise. Mason Wade⁵³ a signalé le fait à l'attention de ses lecteurs: « In the West as in the East, the Church threw its weight behind loyalty to the British connection, and the Abbés Blanchet and Demers were sent from the Red River to the Oregon settlements at the request of the imperial authorities to offset the influence of American missionaries in the latter region. »

Pourquoi faut-il que quelques années plus tard, dans l'édition du 15 juin 1855 du *Globe*, journal torontois de George Brown, adversaire forcené, jusqu'à la Confédération, des écoles séparées en Ontario, on puisse lire une mise en garde contre « the foreign priest who dares to dictate to them (les Anglo-Canadiens.) through his Lower Canadian slaves. »

Quelle aberration! Quelle stupéfiante ignorance de l'histoire du Canada! Sans la neutralité ou la collaboration active de ces prétendus esclaves, le drapeau étoilé, depuis longtemps, flotterait sur notre pays.

A défaut d'une gratitude émue, Brown, ici porte-parole de l'orangisme, devait à ces « foreign priests » une reconnaissance tout au moins viscérale, la reconnaissance du ventre, non pas d'un ventre affamé et qui, partant, n'a point d'oreilles, mais d'un ventre satisfait et, par conséquent, muni de larges oreilles.

Heureusement que la majorité des Anglo-Canadiens laissent de côté les calomnies d'un orangisme dont s'accentue aujourd'hui la juste disgrâce.

★ ★ ★

53. *The French Canadians*, p. 394.

Il y a une trentaine d'années, l'abbé Groulx⁵⁴ a écrit: « Que l'épiscopat du Bas-Canada ait virtuellement tenu dans ses mains le sort de la Confédération naissante, nul, croyons-nous, n'en saurait disconvenir. »

Vérité peu connue, même dans les milieux canadiens-français, et qui pourtant se démontre avec une précision quasi mathématique.

Posons d'abord un axiome politique que même un orangiste n'oserait mettre en doute: sans Cartier, nulle Confédération n'eût été possible. Axiome qui aujourd'hui rallie l'unanimité, ou peu s'en faut, des suffrages des historiens anglo-canadiens.

Chester Martin⁵⁵ a monté là-dessus en épingle le témoignage catégorique de sir John A. Macdonald lui-même: « Cartier was as bold as a lion » Macdonald once said, « and but for him Confederation could not have been carried. » Depuis, nombre d'historiens ont mis leurs pas dans ceux de sir John. R. G. Trotter⁵⁶, ancien professeur en chef d'histoire à l'Université Queens', à Kingston, n'a-t-il pas bel et bien affirmé: « Without Cartier, federation would have been impossible. » Le professeur Lower⁵⁷, au cours d'une comparaison qu'il établit entre Macdonald et Cartier, prétend que l'apport de ce dernier à la Confédération est encore plus considérable (« who had contributed to Confederation even more than he (Macdonald) had ») que celui de Macdonald.

Plus récemment Mason Wade⁵⁸ a émis le même avis: « Confederation owed more to him (Cartier), perhaps, than to any other single man. »

Pourquoi cette contribution de Cartier revêt-elle, aux yeux des historiens canadiens, une pareille ampleur? C'est que les Canadiens français redoutaient instinctivement la Confédération, manière de traquenard où ils deviendraient une minorité à la merci, dans l'ensemble du pays, d'une majorité. S'en remettre à cette majorité anglo-protestante n'était-ce pas, pour eux, trahir leur destinée française et catholique?

54. *Notre Maître le Passé*, Montréal, 1936, tome I, p. 246.

55. *Foundations of Canadian Nationhood*, p. 325.

56. *Canadian Confederation*, Toronto, 1924, p. 318.

57. *Colony to Nation*, Toronto, 1953, p. 348.

58. *The French Canadians*, p. 309.

C'est L.-O. David qui a le mieux résumé l'opposition du Canada français à la Confédération. Ces paroles prophétiques, Stanley B. Ryerson,⁵⁹ les a traduites dans son ouvrage qui demeure toujours d'actualité, même s'il a été rédigé il y a quelque vingt ans: « Confederation is the realization of the projects engendered and nurtured for a century to subject Lower Canada to the domination and controlling influence of an English majority (...) It is a disguised federal union (...) The provincial legislatures, looked down upon, lacking in money and authority, will end by appearing to be luxuries too expensive and bothersome to be retained. In time of war, Lower Canada will be at the mercy of the federal government which will be able to force it to take up arms against its will. »

Placées dans un contexte contemporain, ces prophéties prennent un puissant relief. Elles ont vivement impressionné Stanley B. Ryerson,⁶⁰ qui les reprend à son compte: « The French-Canadian attitude towards the Confederation proposals was dominated by a profound concern lest the right to their own state be denied them by the English-Canadian majority. Events proved that there was ample justification for that concern. »

Tâche herculéenne que celle de rallier, en 1867, la majorité des Canadiens français au principe de la Confédération. Tâche ingrate, de longue haleine, à laquelle seul Cartier pouvait s'atteler. A. R. M. Lower⁶¹ ne s'est pas dérobé à cette évidence: « he (Cartier) alone was capable of allaying the suspicions of his people and removing from Confederation any suggestion of coercion. »

Mais même avec l'ascendant qu'il exerçait sur ses compatriotes, Cartier laissé à ses propres ressources n'eût pu mener l'entreprise à bonne fin. Sans les bons offices de l'épiscopat québécois, il eût subi un retentissant échec. Et la Confédération ne fût jamais sortie de sa chrysalide, c'est-à-dire du cerveau de ses « Pères. »

Cartier obtint pour son projet l'appui massif de presque tous les archevêques et évêques du Québec. Soudainement l'affaire changea de face: jusqu'alors combattue dans trois des quatre provinces

59. *French Canada*, p. 67.

60. *Ibid.*, p. 64.

61. *Colony to Nation*, p. 321.

fondatrices, la Confédération, forte de l'approbation du Haut et du Bas-Canada, voyait enfin le jour le 1er juillet 1867.

C'est donc, dans la personne de ses chefs, l'Eglise catholique qui rendit possible la naissance de la Confédération; c'est l'Eglise catholique qui fit pencher la balance du côté des fédéralistes parmi lesquels se recrutait le gros des hommes d'Etat et politiciens du Haut-Canada. Quantité d'historiens anglo-protestants s'en sont félicités en termes clairs.

D'abord le perspicace Lower: ⁶² « The attitude of the church turned the scale: pronouncements by the bishops approved the scheme. »

Le professeur R.G. Trotter ⁶³ abonde dans le sens du professeur Lower: « But Cartier's strong hold upon his followers, reinforced by the influence of the Church, was sufficient to quiet the fears of most of the French. »

Le professeur Burt ⁶⁴ suit ici la voie tracée par plusieurs devanciers lorsqu'il écrit: « There was some danger of the French being stampeded into wrecking the proposal (de la Confédération), but this was averted by their far-seeing leaders, particularly the bishops. »

Et voici bien le plus catégorique d'entre eux: George M. Weir. ⁶⁵ En effet, le professeur à l'Université de la Colombie-Britannique a écrit: « Cartier required the support of the Roman Catholic Hierarchy of Quebec to hold his personal position. Without the support of the Hierarchy Confederation could not have been accomplished. »

A ceux qui désireraient savoir de quelle façon s'est accomplie cette collaboration de l'épiscopat québécois, il suffit, pour accéder à leur désir, de citer deux auteurs: A. D. DeCelles et Stanley B. Ryerson.

Le premier a rappelé que, au moment où fut proclamée la Confédération, chacun des évêques de la province de Québec, sauf

62. *Colony to Nation*, p. 315.

63. *The Cambridge History of the British Empire*, vol. 6, p. 458.

64. *A short History of Canada for Americans*, p. 175.

65. *The Separate School Question in Canada*, Ryerson Press, Toronto, 1934, p. 30.

Mgr Bourget, écrivit une lettre pastorale où il recommandait à ses ouailles d'accepter le nouvel état de choses.

Le second⁶⁶ est encore plus explicite: « The Tories of 1837 had been able to rely on only a handful of French-Canadian turn-coats, in addition to the clerical leadership; but the Tories of 1867 were able to neutralize popular opposition very successfully thanks to the collaboration of Cartier, Morin, Chauveau, Chapleau — the Quebec conservatives, spokesmen of the alliance of French-Canadian capitalists interests with those of the Galts, Molsons and Allans. And the efforts of the French-Canadian Conservatives were powerfully seconded by those of the Church hierarchy. In the election which followed the adoption of the British North America Act, the clergy in Quebec threw its whole weight into the contest, with forceful approval of the terms of the new Constitution. »

Après avoir mentionné l'intervention décisive de Mgr Larocque et de Mgr Baillargeon dans cette affaire, l'auteur ajoute: « Mgr Langevin, Bishop of Rimouski, speaking with added authority as a brother of one of the Cabinet Ministers, put the case in unanswerable terms: « You will respect this new constitution (...) as the expression of the supreme will of the legislator, of the legitimate authority, and consequently that of God himself. »

Malgré de pareilles exhortations, la nouvelle Constitution fut adoptée de justesse, dans le Québec. « As it was, constate pertinemment A.L. Burt,⁶⁷ nearly half the French members voted against federation. »

Ici trois conclusions s'imposent. Même après la mobilisation générale de l'épiscopat québécois, les fédéralistes du Québec s'en sont tirés de justesse. Donc sans cette mobilisation, ils subissaient la défaite; sans cette mobilisation, la Confédération fût demeurée à l'état d'un beau rêve d'idéologues impénitents.

En second lieu que deviennent, en cette circonstance, les « Lower Canadian slaves » dénoncés douze ans auparavant par George Brown le sectaire et fustigés, de nos jours encore, par les

66. Stanley R. Ryerson, *French Canada*, p. 69.

67. *A short History of Canada for Americans*, p. 175

filis spirituels de Brown ? Ces prétendus « esclaves » ont opposé aux exhortations épiscopales une fin de non-recevoir avec un entrain et une cohésion qui ont failli mettre en minorité les fédéralistes québécois. Si ce sont là des « esclaves, » nous avouons que le mot a perdu, pour nous, toute signification.

Enfin, en cette aventure fédérative, les avocats du diable ont toujours eu et ont encore beau jeu pour stigmatiser la conduite de l'épiscopat québécois coupable, à leurs yeux, de s'être ici immiscé dans une question discutable et discutée, d'avoir « fait de la politique » et d'avoir exercé sur ses ouailles une influence « indue ». Telle est bel et bien l'accusation alors proférée par les « rouges » canadiens-français du Québec. Eux, au moins, ne sont pas demeurés muets comme des carpes; ils ont combattu le clergé visière levée.

Mais où sont donc consignées là-dessus les protestations des Anglo-Canadiens du Haut-Canada ? Nous les avons cherchées en vain dans les débats de l'époque et dans les ouvrages des historiens anglo-canadiens qui depuis se sont penchés sur ce passionnant problème.

L'adoption ou le rejet du projet confédératif ne constituait-il pas, pour les catholiques de 1867, une matière libre ne relevant nullement, que nous sachions, ni du dogme, ni de la morale ? Cette adoption ou ce rejet n'était inscrit ni dans les commandements de Dieu ni dans ceux de l'Eglise. Il y a donc là un cas typique sinon d'immixtion, au moins d'un semblant d'immixtion, dans un domaine purement temporel.

L'intervention de l'épiscopat québécois en faveur du projet confédératif de 1867: quelle aubaine pour un avocat du diable, orangiste ou autre, friand de dénonciations de l'Eglise romaine ! Moment psychologique des mieux choisis pour stigmatiser cette Eglise immiscée dans la politique.

Ces dénonciations, nous les cherchons encore après avoir lu, la plume à la main, une centaine d'histoires du Canada rédigées par des Anglo-Protestants. Par contre, dans ces ouvrages, nous avons trouvé des chapelets de félicitations à l'adresse de ces évêques qui ont alors rendu possible la Confédération. Preuve péremptoire, entre plusieurs autres, que l'Anglo-Protestant ne dénonce

en aucune façon l'ingérence ecclésiastique quand elle lui profite; c'est seulement quand elle nuit à ses intérêts qu'il s'y oppose et clame son indignation aux quatre vents du ciel.



L'Ouest canadien suscita, alors que la Confédération était dans ses langes, une commotion raciale qui mit à une rude épreuve, encore une fois, le loyalisme de l'épiscopat du Canada français. Le moment est venu de tirer de l'ombre la figure haute en couleur et aux reliefs hallucinants de Louis Riel.

Aujourd'hui l'affaire Riel est classée, ou sur le point de l'être, même dans le Canada anglais. Car ce sont bien des historiens du Canada anglais qui élèvent maintenant Riel sur le pavois et saluent en lui une des chevilles ouvrières de la démocratie en notre pays. Ils honorent la mémoire de Riel et rendent ainsi un haut témoignage à la vérité historique.

C'est le professeur Lower,⁶⁸ qui écrit tout uniment: « Canada owes much to a man once execrated: Louis Riel. »

C'est Mason Wade⁶⁹ qui note avec une parfaite sérénité d'esprit « The growing tendency of English Canadian in the West to regard Riel as a regional hero rather than as a French traitor. »

Hero régional: l'éloge est de grande taille.

Stanley B. Ryerson⁷⁰ va beaucoup plus loin que son confrère américain. En parlant de Louis Riel, il écrit tout de go: « That Canadian hero's death. » Avec cette citation, Riel passe de l'échelle régionale à l'échelle nationale.

Enfin George F. G. Stanley, professeur d'histoire au Collège militaire royal, à Kingston, a publié récemment une brochure intitulée: *Louis Riel, patriot or rebel?* Le point d'interrogation qui termine ce titre est significatif.

Les jours se suivent et ne se ressemblent pas. Pendant plus d'un demi-siècle, presque tous les Anglo-Canadiens exécrèrent Riel et vouèrent sa mémoire aux gémonies. Ils obligèrent John A. Mac-

68. *Canadians in the making*, p. 366.

69. *The French Canadians*, p. 440.

70. *French Canada*, p. 85.

donald et son parti à pendre Riel, « notre frère » Riel, selon l'expression d'Honoré Mercier. A cette époque, le plomb vil ne s'était pas encore métamorphosé en de l'or pur. Faisant face au danger d'une guerre civile, Macdonald sollicita l'aide de l'épiscopat canadien-français. Et il l'obtint sur-le-champ.

Dès 1891, G. Mercer Adam ⁷¹ a retracé la genèse de cette nouvelle intervention épiscopale: « At the first tidings of the outbreak it occurred to Sir John Macdonald that Bishop Taché's presence would do more to quell the disturbances than any other means at the disposal of the government. »

La seule présence de Mgr Taché pacifierait mieux les esprits et les coeurs des Métis que tous les autres moyens dont disposait alors le gouvernement fédéral: éloge nullement exagéré auquel doivent souscrire tous les historiens de bonne foi.

Mais Mgr Taché se trouvait à Rome où le retenaient les importants travaux du Concile du Vatican. Convenait-il de rappeler de ces solennelles assises, même à titre de pacificateur officiel, l'évêque de Saint-Boniface?

C'est pourtant ce qui arriva. Mason Wade ⁷² prodigue, sur l'événement, force détails: « Bishop Taché returned to the Red River five days after Scott's death, having been urgently summoned from Rome by the Canadian Government which at last was willing to accept his advice (...) At Bishop Taché's instigation, the Union Jack replaced the provisional government's flag at Fort Garry on April 23, after Riel had proclaimed peace on April 9. »

Nulle part dans le Canada anglais, il ne fut alors question, comme on le pense bien, d'influence « indue » du clergé catholique ni de la trop grande soumission des « esclaves » catholiques à leurs pasteurs.

Pareille intervention, à la fois si éclatante et si efficace, réussit-elle au moins à dessiller les yeux des intolérants adversaires du clergé catholique? Bien naïfs seraient ceux qui le croiraient. Quel-

71. *The Life and Career of the Right Honorable Sir John A. Macdonald*, London & Toronto, 1891, p. 360.

72. *The French Canadians*, p. 402.

ques lignes plus loin, dans la même page, Mason Wade ajoute: « Scott's blood was shed on many a platform and the « traitor French priests » were denounced, although the clergy had been Ottawa's most effective ally in quieting the Red River troubles. » Un peu plus loin dans son ouvrage, l'auteur⁷³ mentionne « the resolute opposition of the Quebec hierarchy whose attitude had been prompted by Archbishop Taché. »

Bref, en cette affaire, Mgr Taché obtempéra à la demande du gouvernement canadien. Le 13 janvier 1870, il quitta Rome, où se tenait le Concile du Vatican, rentra bientôt au pays, prit position dans l'âpre querelle, rencontra Macdonald qui le constitua émissaire du gouvernement auprès des Métis. Arrivé sur les bords de la rivière Rouge, l'archevêque de Saint-Boniface rétablit une paix précaire après avoir gagné à sa cause les évêques du Québec.

Le gouvernement fédéral lui devait une fière chandelle. Nullement en reste de politesse avec l'éminent pacificateur, au début de la rébellion tout au moins, il fit un geste aimable et significatif. « At Portland, écrit George Stanley⁷⁴, where he (Mgr Taché) arrived on February 2 (1870), he received a letter from Cartier conveying the thanks of the Canadian Government. »

Union tacite et fructueuse de l'Eglise et de l'Etat, de l'Eglise catholique et de l'Etat neutre, de l'évêque, défenseur de la cité, et d'Anglo-Protestants intelligents qui ne mésestiment pas l'importance de services rendus à la patrie canadienne et savent tirer parti de ces prétendues « ingérences » épiscopales.



Les deux guerres mondiales ont fourni à deux des membres les plus représentatifs de l'épiscopat québécois l'occasion de se maintenir, au vu et au su de tous, dans le droit fil de leurs traditions loyalistes. Mais il devait leur en coûter fort cher: un manquement à la parole donnée infligea à Mgr Bruchési une blessure qui jamais ne se cicatrissa; de terribles pressions exercées sur le cardinal Villeneuve et les dissensions qui s'ensuivirent hâtèrent le décès prématuré de l'archevêque de Québec.

⁷³. *Ibid.*, p. 417.

⁷⁴. *The Birth of Western Canada*, Longmans, Londres, 1936, p. 107.

Son Excellence Jean Bruchési,⁷⁵ ambassadeur du Canada en Espagne, puis en Argentine, et neveu de Mgr Bruchési, vient de reconstituer dans tous ses détails le calvaire que l'archevêque de Montréal dut gravir au cours de la première grande guerre et notamment en 1917. Ces pages au style tantôt nuancé, tantôt incisif, toujours aimable et empreint de distinction, n'ont malheureusement pas obtenu la vaste audience qu'elles méritent. Aussi bien sommes-nous heureux d'en répercuter ici quelques échos.

Dès le début des hostilités, c'est-à-dire le 23 septembre 1914, une lettre pastorale munie de la signature de tous les évêques des archidiocèses de Québec, de Montréal et d'Ottawa et lue le 11 octobre dans toutes les églises de ces archidiocèses, préconisait l'aide du Canada à la Grande-Bretagne et invitait les fidèles à prier pour l'obtention d'une juste paix.

Est-il besoin d'ajouter que, dans cette lettre, il n'était nullement question de conscription pour service d'outre-mer.

Ici le gouvernement canadien avait gagné la première manche du jeu. Selon Jean Bruchési, ce gouvernement « ne désirait rien tant qu'une déclaration collective de l'épiscopat de la province de Québec » Il l'obtint, grâce à Mgr Bruchési, personnalité dominante de l'épiscopat depuis le Congrès Eucharistique de Montréal, en 1910, à l'entregent de l'honorable C.J. Doherty, alors ministre de la Justice et excellent ami de l'archevêque de Montréal, et à l'instigation de sir Charles Fitzpatrick, juge en chef de la Cour suprême du Canada et éminent Irlandais catholique du Québec.

On retrouve ces précisions dans l'ouvrage de Mason Wade⁷⁶ « Fitzpatrick (...) urged that the Quebec bishops should preach a holy war through a collective *mandement*, in the tradition of their loyalist stands in 1775 and 1812. Doherty was chosen as the government's intermediary, and set to work through his friend Archbishop Bruchési (...) Most of the *mandement*, read in the churches on October 11 (1914) was devoted to urging the faithful to subscribe to the Patriotic Fund and to pray for a just peace. But the message clearly approved of the war policy and of troops, and the bishops were thanked by the governor-general for their action. »

75. *Témoignages d'hier*, Montréal, 1961, pp. 255 et s..

76. *The French Canadians*, p. 654.

Et l'auteur d'ajouter avec une opportune pointe d'ironie: « *For once clerical influence in Quebec was welcomed by English Canadians.* »

Nouvelle preuve, hélas ! bien superflue, de l'existence, dans le Canada anglais, d'un axiome politique qui pourrait être ainsi formulé: en règle générale, les Anglo-Canadiens fulminent des imprécations contre l'ingérence du clergé catholique dans le domaine politique; mais quand ils se trouvent dans une situation difficile ou périlleuse, ils réclament à cor et à cri cette ingérence.

Favorable à l'effort de guerre du Canada, Mgr Bruchési s'opposait nettement à la conscription jugée inutile et susceptible de déclencher une guerre civile au pays.

En novembre 1916, le gouvernement voulut inventorier les ressources du pays. Il s'agissait du fameux *Service national*, opération annonciatrice de la conscription. Mais les Canadiens français consentiraient-ils à s'enregistrer ? Sir Robert Borden et ses ministres se posaient la question avec angoisse. Un moyen facile et sans douleur s'offrait à eux: obtenir l'enregistrement global du Canada français par l'intermédiaire de l'archevêque de Montréal. L'autorité prestigieuse d'un archevêque au Canada français; la soumission de ses ouailles, de ces prétendus « esclaves, » selon le mot lancé par George Brown en 1855: précieux atouts, une soixantaine d'années plus tard, entre les mains de Borden et de ses ministres. Poison, en 1855, devenu remède et talisman en 1916 ! Quelquefois, pour certains, le temps, comme le hasard, fait bien les choses.

Dès lors Mgr Bruchési dut subir les assauts courtois, mais systématiques de plusieurs membres du cabinet fédéral. Passons ici la plume à Jean Bruchési,⁷⁷ qui n'a rien omis d'essentiel dans sa narration de l'affaire: « Le premier ministre lui-même, sir Robert Borden, accompagné des ministres Casgrain et Doherty, rendit visite à Mgr Bruchési, le 6 décembre 1916 (...) D'autres visites devaient suivre: celle de M. Doherty et celle de M. Patenaude. Et chaque fois, les ministres conservateurs, à l'exemple de leur chef,

77. Dans son ouvrage, déjà maintes fois cité, Mason Wade relate, en anglais, ces événements ainsi que d'autres tout aussi symptomatiques de la crise prochaine.

renouvelaient à Mgr Bruchési l'assurance que le *Service national* n'avait aucun rapport avec la conscription (...) Monseigneur finit par céder: il inviterait les membres de son clergé, les communautés, les catholiques de son diocèse à répondre aux questions. »

A cette fin, il adressa à son clergé une lettre qui fut lue dans la chaire de toutes les églises de son diocèse, le 7 janvier 1917.

Cinq mois plus tard, exactement le 11 juin 1917, le gouvernement déposait son projet de loi de conscription.

Mgr Bruchési en fut littéralement abasourdi; jamais il ne put se relever de ce coup de jarnac.

Frustré de l'espérance qu'il avait fondée sur les chefs politiques du pays, Mgr Bruchési exhala sa déception, son indignation et ses plaintes dans cinq lettres qu'il rédigea, en mai et en août 1917, et adressa au premier ministre Borden, sauf la dernière, en date du 10 août, destinée au duc de Devonshire, gouverneur général du Canada.

Lettres pathétiques! Les seules du genre dans l'histoire du Canada ecclésiastique. En un style très simple et comme rythmé par des sanglots, Mgr Bruchési laisse parler son coeur paternel qui se fend. Toutes roulent sur le même thème: le manquement à la parole donnée.

« Il avait été entendu, lit-on dans la première de ces lettres, que l'enrôlement serait volontaire. Vous m'avez vous-même, monsieur le premier ministre, écrit que telle serait la politique du gouvernement et que vous y teniez. Nous, évêques, nous avons donné à nos populations cette assurance. »

« Le gouvernement, à maintes reprises, écrit Mgr Bruchési dans sa deuxième lettre, a donné officiellement sa parole que la conscription ne serait pas établie au Canada (...) Vous, cher sir Robert, et quelques-uns de vos collègues, avez donné cette assurance aux évêques avec lesquels vous avez été en relation (...) Permettez-vous maintenant que l'on vienne nous dire: « On vous a trompés, et vous-même nous avez trompés ? »

Et l'archevêque de Montréal de faire cette prédiction dans sa troisième lettre: « Soyez assuré qu'une loi de conscription aujourd'hui serait inefficace absolument. »

Prédiction juste! « The Military Service Act, a écrit D. M. Le Bourdais ⁷⁸, failed to produce an appreciable number of men beyond what might have been secured by much less effort, if expended wisely, in the direction of voluntary enlistment (...) Looking back on the event (...) it is obvious that those who were willing to risk the disruption of Canada for what, in reality, had little effect upon the war, were taking themselves too seriously. »

Entretiens, dans tout le Canada anglais, se répétait un fameux spectacle: l'union intime, la fusion des tréteaux politiques et des chaires protestantes au service d'une campagne éhontée contre le Québec. O. D. Skelton ⁷⁹, biographe de sir Wilfrid Laurier, a fulminé des lignes vengeresses contre cette immixtion du clergé protestant dans la politique, immixtion en comparaison de laquelle celle du clergé du Québec n'est qu'un jeu d'enfant:

« In the closing days of Wilfrid Laurier's career, hundreds of Protestant preachers throughout Canada were stampeded and manipulated into a grossly biased and uninformed pulpit attack upon the Liberal party and its leader. »

Et l'auteur ⁸⁰ de poursuivre, dans le deuxième tome de sa biographie: « Three out of four Protestant pulpits, in accordance with skilfully devised circulars from the Unionist headquarters and with personal promptings, urged the support of the government as a sacred duty; in the palmiest days of the hierarchy in Quebec, no such fusillade of ecclesiastical advice had ever been fired in Canada »

Pareil spectacle, on le sent bien, a donné des nausées à O. D. Skelton, universitaire anglo-protestant. Tirons le rideau sur ce cauchemar qui, en 1917 et 1918, a opprimé le Canada français.

Avec la deuxième guerre mondiale, le gouvernement libéral de Mackenzie King, et non plus le gouvernement conservateur de Robert Borden, finit, lui aussi, par imposer la conscription pour service d'outre-mer. Conscription moins brutale que la première: on procéda par étapes savamment calculées et on respecta les formes. Conscription larvée, en douce, mais carrément hypocrite.

⁷⁸. *Nation of the North*, London, 1953, pp. 163 et 252.

⁷⁹. *Life and Letters of Sir Wilfrid Laurier*, Toronto, 1921, vol. 1, p. 142.

⁸⁰. *Ibid.*, vol. II, p. 536.

Cette fois encore, il y eut en haut lieu manquement à la parole donnée au peuple canadien-français tout entier, lors du célèbre plébiscite de Mackenzie King, embarrassé avec sa promesse de ne pas imposer la conscription et désireux d'en être relevé. Ce plébiscite qui s'adressait à toute la population du pays, et non pas seulement aux Canadiens français, constituait, en tant que tel, une violation d'une entente tacite entre les deux principaux peuples du pays.

Maxime Raymond, alors député de Beauharnois, a bien vu la nature de ce pacte d'honneur. En effet, au début des hostilités, en 1939, « les Canadiens français acceptent de participer à la guerre, les Anglo-Canadiens consentent à ne jamais recourir à la conscription. » Les Canadiens français ont exécuté leur engagement. Pourquoi les autres refuseraient-ils d'exécuter le leur?

Et l'abbé Lionel Groulx⁸¹ de tenir cet argument pour fondamental et d'une irréfutable logique. N'oublions pas que cette manière de pacte, signé en 1939, fut ratifié en quelque sorte, aux élections de 1940, par la victoire de Mackenzie King.

En cette deuxième crise majeure survenant quelque vingt ans après la fin de la première, c'est le cardinal Villeneuve qui était le chef incontesté de l'épiscopat canadien-français. Comme Mgr Bruchési, il subit les assauts répétés des ministres fédéraux, en général, et du premier ministre en particulier.

Le cardinal prêcha d'abord, comme c'était son devoir de le faire, la soumission aux autorités civiles. Il approuva le projet de mobilisation générale pour la défense du sol canadien. Mais c'est le 9 février 1941 qu'il ravit et combla les Anglo-Canadiens.

Son Eminence avait auparavant décidé que, en ce dimanche du 9 février 1941, une messe serait célébrée dans toutes les églises paroissiales de la province, pour implorer du Dieu des armées la victoire des alliées.

« He himself (le cardinal), écrit Mason Wade⁸², officiated at Notre-Dame in Montreal before a congregation which included

81. *Revue d'Histoire de l'Amérique française*, juin 1962, p. 141.

82. *The French Canadians*, p. 942.

Ernest Lapointe and almost every high dignitary of Church and State (...) He closed his allocution on this occasion thus: « We, the Church, the State and the people of this province, beseech the Lord of Hosts to help us overcome the forces of evil. » This gesture without precedent in French Canada since the days of the Masses offered for the victory of Britain over Napoleon, made a tremendous impression on English Canadians who had been led to think of the Church as the root of all disloyal evil in Quebec. »

L'Eglise, source de tout ce qui entache le loyalisme au Québec: préjugé tenace qui ne devait pas disparaître avec cette exceptionnelle manifestation religieuse des sentiments loyalistes de l'archevêque de Québec.

Ici deux bons mots qu'on nous saura gré de ne pas passer sous silence.

A Notre-Dame, en cette solennelle circonstance, Ernest Lapointe, alors ministre de la Justice, récita une prière. Et un quidam de remarquer: « C'est Ernest Lapointe qui a lu la prière, et c'est le cardinal qui a fait le discours. »

Ce qui donna lieu à un autre bon mot ou plutôt à un *lapsus linguae* voulu.

Personnage de l'armée canadienne avant d'être le représentant officiel de Sa Majesté au Canada, le général Vanier a toujours manifesté ouvertement une foi vive et une révérence émue pour la religion de ses pères. Le respect humain n'a jamais été son fait. Esprit profondément religieux, il n'a jamais établi une cloison étanche entre ses croyances et sa vie publique.

Le cardinal Villeneuve, le général Vanier: deux chefs, le premier aux allures quelquefois martiales, le second avec une manière d'onction ecclésiastique qui imprégnait plusieurs de ses discours, conférences et causeries. Ce qui suscita chez plusieurs le quiproquo que voici: le général Villeneuve, le cardinal Vanier! . . .

Le mot obtint un vif succès.

Avec un si puissant soutien du loyalisme britannique, Mackenzie King joua une partie beaucoup plus facile que Robert Borden avec Mgr Bruchési.

Lorsque les masques furent levés, au moment opportun où le cabinet décida d'imposer la conscription pour le service d'outre-mer, Mackenzie King téléphona au cardinal Villeneuve. C'est du moins ce que nous apprend R. M. Dawson: ⁸³ « He (King) telephoned Cardinal Villeneuve and told him that a limited measure of conscription was inevitable. The Cardinal (...) indicated that he would see what he could do to be helpful. »

Malgré l'extrême prudence, les subterfuges et les formules machiavéliques de Mackenzie King (« not necessarily conscription, but conscription if necessary ») son cabinet ne fila pas pour autant — il s'en faut de beaucoup — des heures d'or et de soie. « Though racial feelings, écrit le professeur Burt,⁸⁴ were not nearly so inflamed as in the last war (...) hot words flew back and forth raising serious fears for national unity; and the cabinet was reported to be divided on the issue. »

Encore une fois, le gouvernement canadien s'était engagé sur une corniche qui côtoyait l'abîme et où il risquait de rouler par suite du moindre faux pas.

Que serait-il advenu à ce gouvernement si le cardinal Villeneuve avait refusé de lui prêter un secours généreux et constant ? Là-dessus toutes les hypothèses — y compris les pires — sont autorisées. Ce qui ne souffre pas contradiction, c'est que là encore le chef spirituel du Canada français est venu à la rescousse du gouvernement canadien, au su de tous, à une heure grave dans l'histoire du pays. Et si elles provoquèrent de violents remous dans les milieux nationalistes de Montréal et du reste de la province, ces interventions cléricales ne soulevèrent pas, bien au contraire, l'ombre d'une protestation dans une partie quelconque du Canada anglais trop heureux, pour parvenir à ses fins, d'unir le bras ecclésiastique du Québec au bras séculier d'Ottawa.



Ce coup d'œil rétrospectif sur les étroites relations entretenues, depuis deux siècles, entre l'Etat canadien et l'épiscopat québécois a permis d'étayer par des faits, des documents dûment authentiqués

83. *The Conscription Crisis*, Toronto, 1961, p. 113.

84. *A short History of Canada for Americans*, p. 291.

et des témoignages irrécusables, les affirmations que voici: L'Eglise canadienne a payé au centuple les avantages que lui conférait l'Acte de Québec de 1774; fidèle à ses engagements et à une tradition dont elle s'honore, elle a toujours prêché la soumission aux autorités constituées; à plusieurs reprises, c'est elle qui a préservé le pays de la conquête américaine, du chaos, de l'anarchie.

Bref, loin d'être la source de tous les maux qui se seraient abattus sur les loyalistes anglo-canadiens, elle est devenue, en dépit de circonstances adverses, le meilleur soutien de la Couronne britannique. Défenseur du trône et de l'autel, d'un trône protestant et d'un autel catholique: tel fut l'un des grands rôles que soutint brillamment, pendant deux siècles, dans la France nouvelle de l'Amérique du Nord, l'épiscopat du Québec.

Tous les historiens anglo-protestants dont le sens critique et l'esprit de justice ne s'effacent pas devant un authentique racisme, tous ceux qui se tiennent à une égale distance des idées acquises *a priori* et des paradoxes à sensation, patronnent cette thèse avec une parfaite sérénité et s'en constituent même les hérauts. En voici quelques exemples.

« They, écrit Chester Martin ⁸⁵ en parlant de l'Eglise québécoise, repaid with compound interest at more than one crisis of Canadian history their obligations to loyal and stable government. »

« Repaid with compound interest »: formule qui rejoint, en termes quasi identiques, celle de Parkman ⁸⁶, placée en exergue de cette étude: « The Church could pay back with usury all that she received of aid and encouragement from the temporal power. »

« This official attitude of unshaken loyalty to the Crown, dit Lower ⁸⁷, has never since been broken. It reduced the scope of the rebellion of 1837, it toned down frenzy over Riel in 1885 and it was an influence in moderating the storms that raged over the issue of conscription in both world wars. »

Au sentiment de Stanley B. Ryerson ⁸⁸, l'Acte de Québec a eu,

85. *Foundations of Canadian Nationhood*, p. 57.

86. Cité par Edgar dans *The Romance of Canadian History*, Toronto, 1902, page 65.

87. *Canadians in the making*, p. 124.

88. *French Canada*, pp. 33 et 47.

entre autres résultats, celui de faire du clergé québécois la nouvelle classe dirigeante du Canada français; « a position further enhanced by the need experienced by the conquerors to rely upon them in 1776 and in every subsequent crisis of British rule. »

« The Church (...), poursuit Ryerson, played a powerful part in helping to bring about the defeat of the Rebellion. As in 1775 and many latter occasions, it lived up to the terms implicit in the Quebec Act. »

« Not only in the American revolution, écrit avec force W.P.M. Kennedy⁸⁹, but in the French revolution, the Napoleon wars, in 1812 and in the rebellions of 1837, the church and upper classes in Quebec set their faces like flint against organized treason and dismembering sedition. »

Auteur d'un célèbre rapport sur l'éducation dans le Bas-Canada en 1838, Arthur Buller⁹⁰, bras droit de lord Durham, a rendu à l'Eglise québécoise le magnifique témoignage que voici: « It is impossible to pay too high a tribute to the merits of this most exemplary Church (...) Its career (in Canada) has been marked by the most faithful discharge of its sacred duties and the most undeviating allegiance to the British. »

Il reste une dernière question à élucider. Tous ces extraits couchés par écrit et commentés, ne constitueraient-ils pas un florilège de la servilité épiscopale au Canada français? On a bien proféré, lors de la deuxième guerre mondiale, une semblable accusation contre l'épiscopat de France asservi, prétendait-on, au maréchal Pétain. Question d'autant plus troublante, au sentiment de certains, que l'épiscopat québécois s'est jusqu'ici abstenu de prendre position sur le thème épineux et si actuel, en 1968, du séparatisme ou de l'indépendantisme du Québec.

Cruel dilemme! L'évêque qui s'y trouve enfermé prête, quoi qu'il fasse, le flanc à la critique. Si, dans une question mixte, il

89. *The Constitution of Canada*, p. 69.

90. Le texte anglais de cette citation se trouve dans l'ouvrage de sir C. P. Lucas, *Lord Durham's Report on the affairs of British North America*, Oxford, 1912, vol. III, p. 241. On peut également lire la version française de ce texte dans l'ouvrage de Louis-Philippe Audet, *Le système scolaire de la province de Québec*, tome VI, p. 290.

intervient avec éclat ou en sourdine, d'aucuns l'accuseront de « faire de la politique. » S'il refuse d'intervenir, d'autres prétendront que, chez lui, l'esprit religieux a obnubilé le sens national. Dans l'un et l'autre cas, il fera des mécontents.

Il n'en reste pas moins que, en 1775, en 1812, en 1837 et même en 1867, une alternative — une seule — s'offrait aux chefs de l'Eglise du Québec: ou bien prêter main-forte aux autorités constituées et empêcher le Canada de devenir américain; ou bien refuser sa collaboration et favoriser ainsi, par une neutralité bienveillante ou une collusion avec les éléments révolutionnaires, l'ultime fusion dans le creuset américain.

Leur choix s'est toujours porté sur la première option. Toujours ils ont pincé les cordes loyalistes. Toujours ils ont éloigné leurs ouailles des sirènes révolutionnaires. L'autre option n'eût-elle pas entraîné, pour les Canadiens français, sinon l'affaiblissement de la foi, au moins la perte rapide de la langue?

Bref, les chefs spirituels du Québec ont choisi le moindre mal.

Choix qui prend figure de symbole: depuis la Conquête, le Canada français, à toutes les heures graves de son existence, est acculé à cette extrémité.

A handwritten signature in dark ink, reading "Séraphin Marion". The signature is written in a cursive style. Below the signature, there is a long, straight horizontal line that extends to the right.